

dollar pour dollar, jusqu'à concurrence de \$60,000 pour le fédéral, en vue de fournir cette main-d'œuvre et en vertu de ce plan on a pu trouver 23,000 travailleurs pour les fermes ontariennes. Tout le monde reconnaîtra que s'il y a des difficultés, aucune crise grave de main-d'œuvre ne s'est fait sentir en Ontario pour le travail de la moisson. En février dernier j'ai discuté avec le ministre de l'Agriculture la question soulevée par l'honorable député et nous avons immédiatement dressé un programme analogue à celui que nous avons adopté l'an dernier pour l'Ontario. Nous consentons cette année à fournir autant que le gouvernement ontarien jusqu'au montant de \$100,000, et nous avons confiance que le problème de la main-d'œuvre agricole se réglera encore cette année dans l'Ontario avec le même enthousiasme et la même ingéniosité. J'ai assez de foi dans l'esprit d'initiative du gouvernement ontarien, travaillant en collaboration avec le nôtre, pour croire qu'il nous sera possible de régler, à la satisfaction de tous, ces questions relatives à la main-d'œuvre agricole dans l'Ontario, au cours de l'été. On a fait des offres semblables à tous les autres gouvernements provinciaux, mais apparemment, ils préfèrent s'occuper eux-mêmes de les résoudre. Après tout, c'est une sage politique, car à certains égards, le meilleur gouvernement est celui qui est plus près du peuple. Jusqu'ici, nous n'avons reçu aucune demande d'aide du genre de celle que nous accordons à l'Ontario.

Mon honorable ami a parlé d'une indemnité de vie chère applicable aux ouvriers agricoles. J'ai eu la chance d'être mêlé à l'élaboration de lois sociales et ouvrières au pays, tant dans le domaine fédéral que dans le domaine provincial; malheureusement, beaucoup de ces lois font exception dans le cas de l'industrie agricole, celle de la pêche et, dans une certaine mesure, l'exploitation forestière. Dans certaines parties du Commonwealth britannique, en Grande-Bretagne, en Nouvelle-Zélande et, dans une moindre mesure, en Australie, on a fixé une échelle de salaires pour les ouvriers agricoles. Ici au pays, nous devons faire face à un problème saisonnier, né de conditions absolument indépendantes de notre volonté. Je suis comparativement jeune et j'espère voir le jour où nous établirons dans ce dominion, en ce qui concerne la main-d'œuvre agricole, hommes et femmes, un régime semblable à celui qui existe actuellement en Nouvelle-Zélande, ou en Grande-Bretagne et en Australie. Pour ce qui est du problème que pose cette année la main-d'œuvre agricole, j'espère qu'avec le secours du Service de placement du Canada et la collaboration des gouvernements provinciaux, et surtout avec

la collaboration des gens les plus intéressés, les cultivateurs eux-mêmes, nous serons en mesure de faire face à ce problème dans toutes les provinces, au cours de l'année prochaine, malgré la pénurie apparente de main-d'œuvre, particulièrement dans les industries de guerre.

M. ROSS (Souris): Pour faire suite à la réponse du ministre relativement à l'immobilisation de la main-d'œuvre agricole, je dirai qu'elle ne me semble pas assez précise. Je lui rappellerai l'exemple que je lui ai donné. Il s'agit d'un jeune homme de 35 ans, compétent mécanicien de tracteur, et aussi conducteur d'hommes. Je suis d'avis que nous devrions pouvoir indiquer à cet homme où il rendra les plus grands services au pays. Il ne veut pas se trouver sans l'obligation, malgré son efficacité, d'avoir à rencontrer ses copains à leur retour d'outre-mer, tandis que lui est resté au pays dans un atelier de mécanique ou sur une ferme. On éviterait la chose si le service sélectif national autorisait le Gouvernement à dire à cet individu: "Vous rendrez un plus grand service en restant où vous êtes; c'est là que vous devez servir." Il serait très heureux d'obéir. Nous avons procédé trop au petit bonheur à ce sujet. Nous ne pouvons rien faire dans ces cas.

L'hon. M. MITCHELL: Je dirai à l'honorable député, au sujet de la question qu'il a soulevée, que c'est l'objet même du décret. Ce problème est à l'étude présentement, parce que, après la réglementation des prix et la stabilisation des salaires, c'est la plus grosse tâche que nous avons entreprise au cours de la guerre. Il peut être certain que nous travaillons, avec toute la rapidité que notre santé et nos forces nous permettent, à la préparation d'un programme qui sera bien accueilli par le peuple canadien dans un avenir pas trop éloigné.

M. POULIOT: Les membres du Parlement ont ici une occasion unique de discuter chacun des ministères, tant militaires que civils. Il y a une différence principale entre la mesure législative dont le comité est saisi et les crédits, en ce sens que, lors de l'étude des crédits, chacun des ministres doit venir, à son tour, répondre aux questions que posent les membres; mais ici, tous les ministres devraient se trouver à la Chambre afin de répondre aux questions que les honorables députés peuvent poser au sujet d'un poste quelconque de leur ministère. Ainsi donc, j'ai l'avantage et le plaisir de féliciter le ministre des Finances pour son assiduité et aussi ses collègues qui sont restés à la Chambre pour répondre aux questions. Je tiens à féliciter aussi le ministre du Travail, qui a fait de la